



SCÉNARIOS CLIMATIQUES :

**5 pièges à éviter pour contenir
le réchauffement à 1,5°C**

Scénarios climatiques :

5 pièges à éviter pour contenir le réchauffement à 1,5°C

Rédaction :

Paul Schreiber, Reclaim Finance
Lucie Pinson, Reclaim Finance

Contributeurs :

Eren Can Ileri, Reclaim Finance
Nina Marchais, Reclaim Finance

Mise en page :

Jordan Jeandon, Graphic designer

Date de publication :

Octobre, 2020

Les grandes entreprises, les acteurs financiers : ils sont de plus en plus nombreux à revendiquer la neutralité carbone et l'alignement sur les objectifs de l'Accord de Paris. Pour justifier ceci, ils se basent de plus en plus souvent sur des scénarios climatiques qui ont pour ambition de simuler l'évolution des activités humaines selon les objectifs retenus en matière de limitation du réchauffement planétaire. La finalité de l'engagement pris dépend alors largement du scénario choisi.

Dans la plupart des cas, par manque d'ambition ou aveuglement, ces scénarios nous guident vers un réchauffement bien supérieur à 1.5°C. Ils deviennent alors des outils de greenwashing qui permettent aux entreprises et acteurs financiers de maintenir - et même de développer - les activités les plus polluantes tout en professant un engagement climatique fort.

L'étude des scénarios climatiques¹ révèle l'existence de 5 pièges principaux. La référence absolue en la matière, le scénario « climat » de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) - appelé Sustainable Development Scenario ou SDS² - qui influence la conception des scénarios des acteurs publics, économiques et financiers, tombe dans l'ensemble de ces pièges et nous projette droit vers un réchauffement supérieur à 2°C.

Ainsi, les scénarios dits « représentatifs » du Network For Greening the Financial System (NGFS)³ reproduisent nombre des erreurs de l'AIE et serviront de modèle à de nombreux régulateurs et superviseurs financiers. Si le NGFS étudie bien un scénario climat réellement aligné sur l'Accord de Paris⁴, celui-ci est labellisé « alternatif » et relégué au second plan face à ces scénarios « représentatifs » présentés comme plus réalistes.

Cette note en appelle à la responsabilité des acteurs financiers, politiques et économiques et sociaux. Ils doivent exiger des agences normatives telles que l'AIE des scénarios 1.5°C robustes et, dans l'attente de ceux-ci, doivent immédiatement prendre conscience du retard accumulé pour rehausser leurs efforts au-dessus de ceux impliqués par les scénarios actuels comme le SDS.

1. UNE TRAJECTOIRE AU-DESSUS DE CELLE DE L'ACCORD DE PARIS

Résumé : Nombre d'acteurs disent adopter des scénarios « alignés sur l'Accord de Paris » mais utilisent en réalité des scénarios moins ambitieux que les objectifs adoptés en 2015 et qui nous dirigent droit vers un réchauffement climatique à plus de 2°C.

L'Accord de Paris vise à limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C ou « très en dessous » de 2°C. Mais le rapport spécial du Groupe d'Expert Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) - mandaté par les acteurs lors de la COP21 en 2015 - montre que les conséquences d'un réchauffement de 2°C seraient extrêmement plus lourdes que celles d'un réchauffement de 1,5°C⁵. Aucun secteur ne serait épargné, pas même le secteur financier puisqu'un réchauffement dépassant 1,5°C déclencherait une hausse considérable des risques physiques et accroîtrait la probabilité d'une transition brutale comme de crises systémiques.

De nombreux acteurs économiques, financiers et politiques dont les gestionnaires d'actifs membres de la Net-Zero Asset Owner Alliance -

Allianz, AXA, CalPERS, CDC, Zurich, etc. - reconnaissent que 1,5°C est devenu le nouveau 2°C à la suite de la publication du rapport du GIEC en 2018. Un nombre croissant d'entre eux s'engagent à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et à s'aligner sur une trajectoire 1,5°C. Or, la plupart des scénarios ne visent pas la limitation du réchauffement à 1,5°C et les acteurs adoptant des scénarios 2°C, « well-below » 2°C ou « above » 1.5°C ne sont par défaut pas alignés.

Par ailleurs, et comme le GIEC l'indique clairement pour ses propres scénarios, la plupart des scénarios ne donnent en réalité qu'entre 50 et 60% de chances de tenir les objectifs affichés. S'abstenir de viser 1.5°C, c'est alors abandonner l'engagement de limiter le réchauffement à un niveau proche.

2. LAISSER 30% DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CÔTÉ

Résumé : De nombreux scénarios climatiques concernent uniquement le CO2 émis par la combustion des énergies fossiles et font l'impasse sur environ 30% des émissions mondiales.

La plupart des scénarios concernent uniquement le CO2 émis par la combustion des énergies fossiles et sont par conséquent des outils inadaptés à informer une transformation de l'ensemble des chaînes de valeur de manière à s'aligner une trajectoire spécifique de réchauffement. **Les scénarios de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) font par exemple l'impasse sur les émissions hors combustion comme celles provenant de la déforestation (10% des émissions mondiales), des émissions de méthane (15% des émissions en retenant un impact à 100 ans) et de protoxyde d'azote - principalement liées à l'usage d'engrais et qui représentent de l'ordre de 6% des émissions. En tout, ce sont ainsi environ 30% des émissions mondiales⁶ qui sont laissées de côté par l'AIE !**

La mauvaise prise en compte des émissions de méthane, second gaz à effet

de serre ayant le plus d'impact après le CO2, est particulièrement préoccupante. Aujourd'hui, les émissions de méthane suivent une trajectoire correspondant à celle des scénarios +3°C du GIEC. Vanté pour émettre deux fois moins à la combustion que le charbon, le gaz pourrait en réalité être aussi - voire plus - nocif que le charbon lorsque considéré sur toute la chaîne de valeur. En effet l'AIE montrait en 2017 que les bénéfices du gaz par rapport au charbon étaient nuls voire négatifs dès lors qu'on dépassait les 3% de fuites de méthane⁷. Or, une recherche de plusieurs années menée par 140 scientifiques aux États-Unis a montré que l'agence américaine de protection de l'environnement (EPA) sous-estime de 60 % les émissions de méthane issues de la chaîne d'approvisionnement du pétrole et du gaz aux États-Unis et que les fuites sont d'environ 3,7%⁸.

3. PRENDRE LA CROISSANCE POUR UN PHÉNOMÈNE DIVIN

Résumé : Dans les scénarios, la croissance est conçue comme un phénomène exogène, identique selon les hypothèses prises. Pourtant les scénarios possèdent des impacts majeurs très variés sur la croissance et peuvent eux-mêmes être impactés par celle-ci.

La plupart des scénarios - comme ceux de l'AIE et du GIEC - sont construits en utilisant les projections de croissance économique du Fonds Monétaire Internationale (FMI) comme une donnée exogène. Le lien étroit entre croissance économique et énergie⁹ est ignoré. Selon le scénario, la consommation d'énergie va continuer à croître, stagner ou décroître, et le prix de l'énergie augmenter ou diminuer sans que cela modifie les projections de croissance. Les scénarios font ainsi preuve d'un optimisme économique à

toute épreuve tout en faisant l'impasse sur les bénéfices ou désavantages de chaque trajectoire.

Au-delà, on peut s'interroger sur la réalité d'une croissance construite comme infinie, sans aucune prise en compte des limites planétaires, par exemple en matière d'approvisionnement en matières premières. Une grande partie des conséquences du réchauffement planétaire et de la dégradation de milieux sur l'activité économique et humaine est alors exclue de l'analyse économique.

4. FAIRE DISPARAITRE LE CO2 GRÂCE AUX ÉMISSIONS NÉGATIVES

Résumé : Pour permettre le maintien des énergies fossiles et d'un haut niveau d'émissions de GES, de nombreux scénarios font le pari des émissions négatives via différents procédés de capture et de stockage de CO2 alors même que le déploiement massif de ces technologies et solutions est très improbable.

Le développement de la capture et du stockage de CO2 est avancé par beaucoup comme une solution d'avenir dans la lutte contre le changement climatique. Nous promettant de pouvoir demain annuler l'impact de nos émissions sur le climat, cette technologie nous autorise à maintenir voire développer les énergies fossiles et à limiter nos efforts en matière de sobriété et d'efficacité énergétique.

Celle-ci reste à ce jour limitée à 19 projets opérationnels¹⁰ et de nombreuses incertitudes persistent sur son déploiement à l'échelle locale comme mondiale¹¹. La technologie est extrêmement coûteuse ; le processus de stockage n'est pas toujours accepté localement ou est incertain d'autant que des réservoirs appropriés ne sont pas forcément accessibles à proximité des sites ; on peut aussi questionner la finalité réelle de son déploiement alors que la technique est aussi utilisée par les pétroliers pour doper le rendement de puits¹². Le GIEC a ainsi clairement mis en garde sur le risque de parier sur de telles technologies non matures.

Pourtant, les scénarios climatiques attribuent une part significative de l'effort à fournir en matière de réduction des émissions à la capture et le stockage de CO2. Dans le scénario SDS de l'AIE, elle contribuerait à 9% de l'effort à fournir¹³ et capturerait 28% des émissions totales en 2050. Le scénario Equinor Renewal¹⁴ nécessite la mise en place de 1100 projets industriels de capture de CO2 de la taille du plus grand projet actuellement en activité. Le scénario Shell Sky¹⁵ prévoit quant à lui de capturer l'ensemble des émissions des énergies fossiles d'ici 2070.

L'impact de la capture de CO2 est d'autant renforcé que les scénarios ne se limitent pas aux technologies de capture industrielles mais comptabilisent aussi la capture de CO2 via la biomasse. Pourtant, le potentiel de développement de ces solutions est autant limité que leurs bénéfices sont contestés. Aux difficultés propres au secteur de la capture et du stockage de CO2 - coût élevé et capacité de déploiement incertain - s'ajoutent celles liées la biomasse, notamment un bilan carbone très contestable¹⁶ et des effets importants sur la biodiversité¹⁷.

5. SOUS-ESTIMER CHRONIQUEMENT LA PLACE DU RENOUVELABLE

Résumé : Les scénarios climatiques sous estiment la capacité de développement des énergies renouvelables et leur poids dans le mix énergétique global, en faisant des énergies de second rang et encourageant le développement parallèle et continu des énergies fossiles.

Les mix énergétiques des pays sont traditionnellement représentés, notamment par l'AIE, en énergies primaires. Mais s'il est possible de convertir l'électricité produite à partir de fossiles en énergie primaire – avec un rendement de conversion de 30 à 40% - cela n'est pas possible pour les énergies renouvelables. Ainsi, pour une même quantité d'électricité fournie, les énergies fossiles représentent une quantité d'énergie primaire plus de 3 fois supérieure aux énergies renouvelables. Certains acteurs prennent en compte ce biais¹⁸ mais ce n'est pas le cas de l'AIE, qui sous-estime alors structurellement la part des énergies renouvelables dans

le mix énergétique.

Par ailleurs, le développement exponentiel des énergies renouvelables a été mal pris en compte par les scénarios. **L'AIE a systématiquement sous-estimé la réduction des coûts des énergies renouvelables et leur développement à l'échelle internationale¹⁹.** Alors que plusieurs études suggèrent que ces énergies continueront durablement à voir leur coût s'abaisser, leur potentiel de croissance ne peut plus être sous-estimé au profit d'alternatives plus polluantes et de moins en moins compétitives²⁰.



CONCLUSION

5 pièges.. Qui en cachent un 6ème, la protection du secteur des énergies fossiles à tout prix

Résumé: Alors que la réduction de la production d'énergies fossiles est essentielle au respect d'une trajectoire de 1.5 ou même 2°C, nombre de scénarios profitent des 5 pièges pour maintenir celles-ci au cœur des systèmes énergétiques mondiaux après 2040-2050 et prévoir des investissements massifs dans le secteur.

Tout scénario crédible devrait réduire progressivement mais drastiquement la production d'énergies fossiles et – très rapidement – mettre fin aux investissements dans le secteur. L'AIE a admis dès 2018 que, sans le déploiement massif de la capture de CO₂, il n'y a aujourd'hui plus de possibilités d'investir dans de nouveaux projets fossiles en restant dans une trajectoire compatible « 2°C »²¹. Les recherches d'Oil Change International ont montré que l'exploitation totale des réserves de pétrole, de gaz et de charbon actuellement en opération dépasserait le budget carbone disponible dans un scénario + 2°C. Même si le charbon disparaissait du jour au lendemain, les réserves de pétrole et gaz exploitées suffiraient à dépasser un budget carbone de 1.5°C²².

À contre-courant de ces réalités, les gouvernements comme les compagnies pétrolières et gazières s'appuient sur des scénarios fantaisistes pour continuer à développer l'exploitation des hydrocarbures. Les scénarios climatiques les plus utilisés tombent dans nombre des pièges présentés dans cette note et continuent en conséquence à faire la part belle aux énergies fossiles.

- Si le besoin de réduire rapidement la consommation de charbon est généralement mieux pris en compte, ce dernier reste utilisé après 2040 et même 2050 dans la plupart des scénarios. De plus, le pétrole et le gaz restent des pièces incontournables du mix énergétique en 2050 et au-delà, et se développent via le maintien d'investissements massifs.
- Ainsi, le scénario « bas carbone » de l'AIE (SDS) consomme encore 60% d'énergie fossile en 2040. Il permet l'investissement de plus de 15 trillions de dollars dans les énergies fossiles de 2019 à 2040, soit plus que pour les biocarburants, la production d'électricité à partir d'énergie renouvelables et du nucléaire réunis.
- Le scénario central « 2°C » du NGFS est tout aussi généreux : 25 trillions de dollars pour les énergies fossiles de 2020 à 2050, dont 2.4 trillions dans le charbon, et toujours 45% d'énergies fossiles en 2050, avec même une augmentation de presque 15% de la consommation de gaz naturel de 2020 à 2050.

L'usage de ces scénarios explique en partie que la production mondiale d'énergie fossile prévue d'ici 2030 dépasse de 120% ce qui serait cohérent avec une trajectoire de 1.5°C²³. Exxon Mobil et Shell prévoient quant à eux d'augmenter leurs productions de pétrole de respectivement 52 et 22% d'ici 2030²⁴.

Pour éviter le pire, les acteurs politiques, économiques et financiers doivent exiger de l'AIE l'élaboration d'un scénario de référence 1,5°C, adoptant une approche particulièrement prudente vis-à-vis des technologies à émissions négatives, couvrant l'intégralité des émissions de GES et prenant pleinement en compte la nécessité de sortie des énergies fossiles.

Les scénarios 1.5°C du GIEC²⁵ limitant fortement l'usage de la capture de CO₂ proposent une approche bien plus réaliste et compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris et peuvent être utilisés par les acteurs financiers. Cependant, comme les Principes pour des institutions financières alignées sur l'Accord de Paris²⁶ signés par plus de 60 organisations l'indiquent, l'alignement sur une

trajectoire 1.5°C nécessite des actions rapides et concrètes dont la réduction progressive puis la fin des services financiers accordés aux activités les plus polluantes.

Ainsi, les acteurs financiers doivent engager dès maintenant la sortie des énergies fossiles de manière à ne plus y être exposés à des échéances clairement établies et documentées - au plus tard d'ici 2040 en Europe et 2050 ailleurs pour le gaz et le pétrole et 10 ans plus tôt pour le charbon – et mettre immédiatement fin aux services financiers en direction de nouveaux projets et des entreprises qui les développent.

Face à l'urgence climatique et dans l'attente de scénarios 1.5°C robustes et de méthodologies d'alignement crédibles et acceptées, c'est sur ces mesures que nous pouvons juger de l'engagement des acteurs financiers à respecter l'Accord de Paris.



Huit scénarios passés au crible

Si les organisations internationales spécialisées dans le domaine de l'énergie - comme l'Agence Internationale de l'Energie²⁷ (AIE) et l'Agence Internationale des Energies Renouvelables²⁸ (IRENA) - produisent des scénarios climatiques très regardés, les majors pétrolières Shell²⁹ et Equinor³⁰ effectuent leurs propres projections. Les acteurs de la finance commencent eux aussi à se pencher sur le sujet, dans le but d'évaluer l'exposition aux risques financiers climatiques, à commencer par le Network For Greening the Finance System³¹ (NGFS) qui rassemble banques centrales et régulateurs. Par ailleurs, des chercheurs soutenus par des fondations ou des associations peuvent proposer des scénarios alternatifs, comme l'Institute For Sustainable Futures³² (ISF) de l'University of Technologies de Sydney (UTS) ou Greenpeace³³. Les scénarios les plus complets et diversifiés restent issus des travaux du Groupe d'Expert Intergouvernemental sur le Climat³⁴ (GIEC) qui propose notamment des scénarios 1.5°C sans capture de CO2.

Le tableau suivant vérifie la présence ou non des 6 pièges détaillées dans cette note dans les scénarios des acteurs cités qui prétendent être alignés sur l'Accord de Paris.

	AIE SDS	NGFS "Orderly" Representative (Immediate 2°C with CDR)	Shell Sky	Equinor Renewal	IRENA Transforming Energy Scenario 2050	NGFS "Disorderly" Alternative (Immediate 1.5°C with limited CDR)	UTS-IPF 1.5°C	IPCC 1.5°C Limited/No CDR
1. La trajectoire adoptée est alignée avec l'Accord de Paris	NON	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI
2. Les émissions de méthane, de la déforestation et du protoxyde d'azote sont prises en compte de façon adéquate	NON	NON	PARTIEL	NON	NON	NON	NON	OUI
3. La croissance est directement liée à l'impact des scénarios, à la consommation et aux prix de l'énergie	NON	NON	NON	PARTIEL	NON	NON	NON	NON
4. Les scénarios ne reposent pas sur des volumes importants d'émissions négatives	NON	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI
5. Le potentiel de développement des énergies renouvelable est pris en compte de façon adéquate	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
6. La nécessité de sortir des énergies fossiles et de réduire drastiquement les investissements dans le secteur est prise en compte	NON	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI

- Le NGFS propose deux scénarios 1.5°C, avec déploiement total de la capture de CO2 ou avec un déploiement limité de celle-ci. Cependant, ces scénarios occupent une place secondaire par rapport à des scénarios dits « représentatifs » 2°C. Labellisés « alternatifs », ils ne sont pas mis en avant dans les documents et la communication du NGFS qui sont centrés sur deux scénario 2°C (« Orderly » et « Disorderly »). Seul le scénario 1.5°C avec capture de CO2 limitée, classé comme scénario "alternatif" d'une transition "désordonnée", apparaît potentiellement compatible avec l'Accord de Paris.
- Les scénarios Energy Transition Outlook 2020 de la société DNV GL³⁵ - exercice de projections - et New Global Energy Perspectives 2019 du cabinet de conseil Mc Kinsey³⁶ - scenario "business as usual" - n'ont pas été intégrés à cette comparaison dans la mesure où ils ne prétendent pas être alignés avec l'Accord de Paris mais fournissent des données utiles sur les pratiques actuelles et l'évolution attendue de celles-ci qui ont alimenté cette note.
- L'AIE, le NGFS, l'IRENA, Shell, Equinor et le GIEC proposent de nombreux autres scénarios dans lesquels le réchauffement dépasse 2°C qui n'ont pas été intégrés à cette comparaison.

RÉFÉRENCES

Notes

1. Ont notamment été étudiés : le SDS 2019 de l'AIE, les Climate Scenarios du NGFS (2020), le Shell Sky 2018, les Equinor Energy Perspectives 2018, l'IRENA Energy Transformation 2050 (2020), l'UTS-ISF Achieving the Paris Agreement Goals (2018) et plusieurs scénarios 1.5°C du GIEC. Le Mc Kinsey Global Energy Perspective Reference Case (2019) et le DNV GL Energy Transformation Outlook 2020 ont aussi été étudiés mais ne visent pas un alignement avec l'Accord de Paris.
2. <https://www.iea.org/reports/world-energy-model/sustainable-development-scenario>
3. <https://www.ngfs.net/en/ngfs-climate-scenarios-central-banks-and-supervisors>
4. Il est ici fait référence au scénario 1.5°C "with limited CDR", classé comme scénario « alternatif » d'une transition « désordonnée » dans les documents du NGFS.
5. <https://www.ipcc.ch/sr15/>
6. https://ar5-syr.ipcc.ch/ipcc/sites/default/files/AR5_SYR_Figure_SPM.2.png
7. <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2017>
8. <https://advances.sciencemag.org/content/6/17/eaaz5120>
9. <https://theshiftproject.org/>: <https://theshiftproject.org/article/le-scenario-des-scenarios-de-laie-aie-aie-aie/>
10. <https://www.globalccsinstitute.com/resources/global-status-report/>
11. Voir : <https://www.ademe.fr/captage-stockage-geologique-co2-csc-france> et <https://news.stanford.edu/2019/10/25/study-casts-doubt-carbon-capture/>
12. Van Egmonda, S., & Hekkertb, M. P. (2015). Analysis of a prominent carbon storage project failure – The role of the national government as initiator and decision maker in the Barendrecht case. International Journal of Greenhouse Gas Control, p. 1-11.
13. <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2019>
14. <https://www.equinor.com/en/news/07jun2018-energy-perspectives.html>
15. https://www.shell.com/promos/business-customers-promos/download-latest-scenario-sky/_jcr_content.stream/1530643931055/eca19f7fc0d20adbe830d3b0b27bcc9ef72198f5/shell-scenario-sky.pdf
16. Voir notamment : http://www.pfpi.net/wp-content/uploads/2018/04/UPDATE-800-signatures_Scientist-Letter-on-EU-Forest-Biomass.pdf et <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/dce06785-en/index.html?itemId=/content/component/dce06785-en>
17. https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Etude/201911-ST0819-climate%20biodiv%20land_0.pdf
18. Voir notamment <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/statistical-review-of-world-energy.html>
19. Voir notamment : <https://www.irena.org/costs/> et <https://www.forbes.com/sites/energyinnovation/2020/01/21/renewable-energy-prices-hit-record-lows-how-can-utilities-benefit-from-unstoppable-solar-and-wind/#40058ffa2c84>
<https://www.vox.com/2015/10/12/9510879/iea-underestimate-renewables>
20. Voir notamment : <https://www.carbonbrief.org/wind-and-solar-are-30-50-cheaper-than-thought-admits-uk-government> ; <https://carbontracker.org/coal-developers-risk-600-billion-as-renewables-outcompete-worldwide/> et <https://www.lazard.com/perspective/lcoe2019>
21. <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2018>
22. <http://priceofoil.org/2018/10/17/the-skys-limit-ipcc-report-15-degrees-of-warming/>
23. <http://productiongap.org/2019report/>
24. <http://priceofoil.org/2020/09/23/big-oil-companies-still-failing-on-climate/>
25. <https://data.ene.iiasa.ac.at/iamc-1.5c-explorer/#/workspaces>
26. https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2020/09/Principes_FI_Accord_Paris_Final.pdf
27. <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2019>
28. <https://www.irena.org/publications/2020/Apr/Global-Renewables-Outlook-2020>
29. <https://www.shell.com/energy-and-innovation/the-energy-future/scenarios/shell-scenario-sky.html>
30. <https://www.equinor.com/en/news/07jun2018-energy-perspectives.html>
31. <https://www.ngfs.net/en/ngfs-climate-scenarios-central-banks-and-supervisors>
32. <https://www.uts.edu.au/research-and-teaching/our-research/institute-sustainable-futures>
33. <https://wayback.archive-it.org/9650/20200416202821/http://p3-raw.greenpeace.org/international/Global/international/publications/climate/2015/Energy-Revolution-2015-Full.pdf>
34. <https://data.ene.iiasa.ac.at/iamc-1.5c-explorer/#/workspaces>
35. <https://eto.dnvgl.com/2020/index.html>
36. https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Industries/Oil%20and%20Gas/Our%20Insights/Global%20Energy%20Perspective%202019/McKinsey-Energy-Insights-Global-Energy-Perspective-2019_Reference-Case-Summary.ashx

Crédits photo

Pixabay | Pexels Marta Siedlecka | Pexels Aleksandar Pasaric | Pexels Ricardo Esquivel | AdobeStock | Pexels Harrison Haines



SCÉNARIOS CLIMATIQUES : 5 pièges à éviter pour contenir le réchauffement à 1,5°C

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

contact@reclaimfinance.org

